

*Etude d'évaluation de l'impact de la crise libyenne
sur l'environnement du secteur privé en Tunisie*

05 Avril 2016

Enquêtes

- Enquête auprès des chefs d'entreprises tunisiens opérant en Libye (100 hommes d'affaires)
- Enquête auprès des chefs d'entreprises tunisiens et étrangers opérant uniquement en Tunisie dans tous les secteurs d'activités et principalement ceux qui profitent de la présence libyenne en Tunisie (200 hommes d'affaires)
- Enquête auprès des chefs d'entreprise libyens séjournant en Tunisie (100 hommes d'affaires)

Objectifs

- Identifier les secteurs les plus touchés par la crise
- Mesurer les impacts direct et indirect de la crise libyenne sur le secteur privé
- Découvrir les intentions d'investissement des hommes d'affaires libyens en Tunisie
- Discerner les contraintes réglementaires et financières posant plus d'obstacles aux investisseurs Libyens
- Prospecter les décisions d'investissement futures du secteur privé en fonction de l'amélioration/la détérioration de la situation sécuritaire en Libye

Etudier l'impact de la crise Libyenne sur:

CA
Profit
Part de marché
Exportations
Part des clients libyens
Nombre des employés
Investissement en Tunisie/en
Libye /à l'étranger

Leurs activités professionnelles
Leurs intentions
d'investissements

Crise Libyenne
=
afflux des libyens +Problèmes
sécuritaire

Productivité du personnel
Opérations douanières.
Transactions bancaires
Procédures administratives

Perspectives d'évolution

Libyens en Tunisie:

Si la situation s'améliore:

Délocaliser totalement et rentrer en Libye /
Délocaliser en partie/ Rester en Tunisie

Si la situation se détériore:
investir / extension

Tunisiens ayant des activités en Libye:

Evolution:

Si la situation s'améliore ou se détériore

Production/Exportation/investissement en Tunisie/investissement en Libye

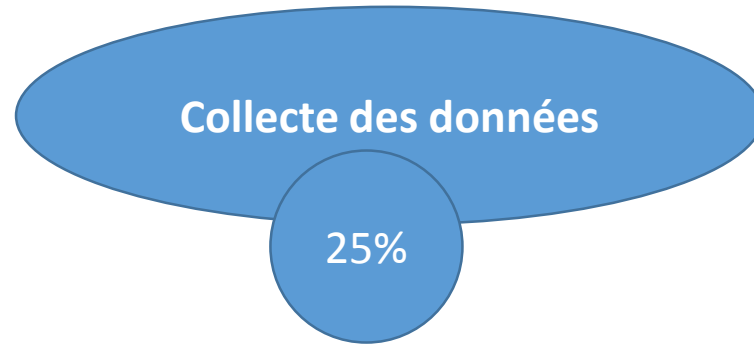
Tunisiens et étrangers (touchés par la crise):

Evolution:

Si la situation s'améliore ou se détériore

Production/Exportation/investissement en Tunisie/investissement en Libye

Résultats préliminaire



Implication en termes de politique publique